



Information and Privacy
Commissioner of Ontario

Commissaire à l'information et à la
protection de la vie privée de l'Ontario

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 7 octobre 2020

Monsieur Michael Maddock
Sous-ministre adjoint, Numérique
Services numériques de l'Ontario
595, rue Bay, 10^e étage, bureau 1002
Toronto ON M7A 2C7

Objet : Installation de l'application Alerte COVID dans les appareils mobiles de la fonction publique de l'Ontario

Monsieur,

Nous avons appris que le gouvernement de l'Ontario a l'intention d'installer l'application Alerte COVID dans les appareils mobiles admissibles de la fonction publique de l'Ontario. Le gouvernement a indiqué que cette installation vise à faciliter l'utilisation de l'application pour les employés en éliminant une étape du téléchargement, ainsi qu'à sensibiliser le personnel et à promouvoir l'utilisation de l'application. Le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario soutient les efforts visant à promouvoir l'utilisation de l'application, mais se garderait de la rendre obligatoire. En outre, par souci de transparence, nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario explique clairement aux employés de la fonction publique de l'Ontario pourquoi cette application est installée, en précisant que ceux-ci sont libres de l'activer ou non et qu'ils peuvent demander que l'application soit désinstallée de leur appareil.

Le 30 juillet 2020, nous avons envoyé une [lettre](#) au gouvernement de l'Ontario le félicitant pour les mesures rigoureuses qui avaient été intégrées dans la conception de l'application à la suite de consultations, et nous avons présenté nos recommandations définitives pour améliorer encore davantage les mesures de sécurité et de protection de la vie privée de l'Alerte COVID avant son déploiement en Ontario. Nous avons notamment recommandé que le gouvernement de l'Ontario s'assure que des messages clairs et explicites soient envoyés aux entreprises et aux employeurs pour les encourager à respecter la nature facultative de l'application en n'obligeant pas les particuliers à l'utiliser ou à divulguer des renseignements concernant leur utilisation de l'application. Le gouvernement de l'Ontario a accepté de mettre en œuvre toutes nos recommandations. Le soutien que nous exprimons pour l'application était et reste fondé sur sa nature facultative.

Nous reconnaissons que plus l'application est utilisée, plus elle est efficace, et nous apprécions certes les efforts qui sont faits pour en accroître l'adoption à la lumière de la hausse du nombre de cas de COVID-19, mais nous insistons pour que l'utilisation de l'application demeure facultative. Rendre l'utilisation de l'application obligatoire irait à l'encontre de la [position conjointe](#) que notre bureau et le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada ont



2 Bloor Street East
Suite 1400
Toronto, Ontario
Canada M4W 1A8

2, rue Bloor Est
Bureau 1400
Toronto (Ontario)
Canada M4W 1A8

Tel/Tél: (416) 326-3333
1 (800) 387-0073
Fax/Télé: (416) 325-9195
TTY/ATS: (416) 325-7539
Web: www.ipc.on.ca

adoptée. Cela contreviendrait également à la [Déclaration commune des commissaires fédéral, provinciaux et territoriaux à la protection de la vie privée : Appuyer la santé publique et bâtir la confiance des Canadiens : principes de protection de la vie privée et des renseignements personnels pour les applications de traçage des contacts et autres applications similaires](#) (7 mai 2020). Au lieu d'en accroître l'adoption, le fait de rendre obligatoire l'utilisation de l'application risque de miner la confiance du public, laquelle est indispensable à la réussite de l'application.

Nous apprécions les mesures que le gouvernement de l'Ontario a prises pour favoriser l'utilisation de l'application et nous espérons qu'il continuera son travail dans ce sens par l'information du public et la promotion de la santé sans entraver la nature facultative de l'application.

Par souci de transparence, nous publierons la présente lettre sur notre site Web.

Nous avons également publié sur notre site Web la [lettre](#) que nous avons envoyée au maire Tory (datée du 2 octobre 2020) concernant le plan semblable de la ville de Toronto pour installer l'application dans les appareils mobiles gérés par la ville. Dans cette lettre, comme dans la présente, nous insistons sur l'importance cruciale de préserver la nature facultative de l'application.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

La commissaire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patricia Kosseim', with a decorative flourish underneath.

Patricia Kosseim